

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 7 Mars 2004

Imaginer le futur, c'est prendre le risque de se tromper beaucoup. Au métro Montparnasse, les représentations de l'an 2000 nous font bien rire, avec leurs aéronefs volant dans tous les sens... Nous le savons maintenant, 2000 n'aura pas été l'année des soucoupes volantes, mais des ...trottinettes !

Et pourtant, Jules Verne aura souvent vu juste, et de même, par certains côtés, les cauchemars d'Aldous Huxley (*Le Meilleur des Mondes*) ou de George Orwell (1984), ne sont pas très éloignés de la réalité d'aujourd'hui, ou de risques réels pour demain...

2054 : une société de créativité et de communication

Quelle grande diversité dans l'habillement ! chacun confectionne ses propres vêtements et bijoux, et fait preuve de la plus grande créativité. On vit beaucoup dans la rue, les gens exposent leur production, non pas pour la vendre, mais pour le plaisir de la montrer : tricots, tissages, colifichets, tableaux, sculptures, mais aussi les plantes rares, fleurs, plantes aromatiques ou légumes qu'ils font pousser dans leur jardin. Ils font goûter leurs confitures ou leurs inventions gastronomiques, échangent des recettes, des semences ou des plants. Aux carrefours, des orchestres s'improvisent. Chacun sait jouer d'un instrument. Il ne s'agit pas de singer telle ou telle vedette, mais de produire et faire partager ses propres créations.

Des troupes de théâtre amateur répètent leur prochain spectacle, les parties de balle ne sont pas réservées aux enfants mais les adultes s'y adonnent dans les squares.

Et, partout, la grande affaire, c'est la palabre. Tout est sujet à débat : de quelle couleur repeindre cette façade ? où implanter la nouvelle éolienne ? qu'allons nous envoyer à nos amis du Burkina Faso ? quel doit être le contenu de l'enseignement de la philosophie dans les collèges ? chacun se sent concerné et tient à mettre son « grain de sel ».

Les transports de personnes et de marchandises sont réduits au strict minimum, nécessité oblige (on n'a plus de pétrole mais on a des idées). Ils sont remplacés par les télécommunications : on ne se prive pas de visiophoner pendant des heures à sa famille éloignée ou à ses correspondants étrangers. Et on consomme essentiellement la production locale.

Et alors, personne ne travaille ? Si, mais d'une part on est devenu très économe des objets de tout ordre (on les fait durer longtemps, on les récupère, on les recycle, on leur donne une nouvelle vie, c'est le règne de la débrouille et du système D). D'autre part, beaucoup de services sont assurés de façon bénévole (garde d'enfants, petits travaux de bricolage). Alors, il n'est pas nécessaire de consacrer à l'activité salariée aussi longtemps qu'autrefois : les adultes de 25 à 55 ans y consacrent environ une trentaine d'heures par semaine. Et cette durée englobe beaucoup de temps de concertation, négociation, palabre encore : quelles nouvelles machines acheter ? quelles nouvelles productions lancer ? quel partage entre salaires - y compris ceux des dirigeants - et investissements ? Tout ça se discute longuement... Les trajets domicile-travail sont limités: dans chaque ville, un hôtel d'entreprises équipé de puissants moyens de télécommunication accueille les salariés de nombreuses entreprises, et de là ils effectuent leur travail comme s'ils étaient au siège ou à l'usine.

Une grande partie de l'activité salariée est consacrée à l'enseignement, la recherche, la santé (fabrication de médicaments, hôpitaux).

On vit à nouveau avec le soleil : en hiver, la ville ne s'anime pas avant le lever du jour, et se couche tôt ; en été, les jours sont plus longs, et l'activité s'aligne. La vie sociale (les horaires de travail, l'ouverture des magasins, les émissions de télévision, ...) suit ce rythme, et la santé de chacun s'en trouve mieux.

On ne voit plus d'automobiles que dans les vieux films (on est surpris de certaines scènes d'embouteillage : comment ont-ils pu supporter ça ?), on ne voit pas d'avions mais quelquefois des ballons dirigeables (et chacun se met à la fenêtre pour les voir passer).

L'autoroute du Sud et la Nationale 20 est envahie de jeunes et moins jeunes en rollers, planches à roulettes, chariots à voile, vélos amusants ; et d'autant de badauds à regarder leur défilé chamarré... allez, on y va ?

Et vous, comment voyez-vous 2054 ? Envoyez vos textes à jean-paul.alletru@wanadoo.fr
« Citoyen du monde à Montrouge » publiera les meilleurs.

Bonnes nouvelles : la Chine veut changer son mode de croissance...

La Chine, a déclaré le premier ministre Wen Jiabao à l'Assemblée nationale populaire, doit opter pour « un développement équilibré », une « amélioration de la qualité de la croissance » et une « **société économe** » afin d'« **éviter la surexploitation des ressources et la dégradation de l'environnement** » tout en mobilisant davantage de financement à la « promotion du **progrès social** ». L'agence Chine nouvelle commente : « confronté au creusement du fossé entre riches et pauvres et à la montée des problèmes écologiques, le gouvernement chinois va abandonner sa poursuite aveugle de la croissance du PIB ». Le pouvoir central commence à s'inquiéter d'une surchauffe dans certains secteurs (acier, immobilier, ...) qui provoque des tensions dans l'approvisionnement énergétique (la consommation de pétrole a augmenté de 31 % en 2003) et alimente une bulle spéculative faisant planer sur l'économie le risque d'une prochaine récession. Le premier ministre annonce la création de **9 millions d'emplois nouveaux** et la réinsertion de 5 millions de salariés licenciés. Il exhorte les autorités gouvernementales de tous les échelons à s'ouvrir à la « participation du public » et à la « consultation des experts ».

... et les Français sont de plus en plus sensibles aux questions écologiques

Selon une étude publiée dans les *Cahiers science, environnement, société* de Sciences Politiques, 53 % de nos concitoyens pensent nécessaire de ralentir la croissance économique pour préserver l'environnement, 66 % sont favorables à l'arrêt de la construction d'autoroutes pour affecter les moyens au transport par rail, 73 % pensent qu'il faudra modifier nos modes de vie, et 34 % sont convaincus d'un lien de causalité entre l'effet de serre et les désordres climatiques. Les Français sont en avance sur leurs élus, qui ne sont respectivement que 19 %, 23 %, 54 % et 21 % à partager ces opinions. Nul doute que les formations politiques seront amenées à y adapter très bientôt leurs discours et leurs programmes.

Ressources fossiles limitées, risques importants, le nucléaire n'est pas la solution

Science et Vie consacre un numéro hors série à l'énergie nucléaire, et affiche son choix : 2003-2100, le siècle du nucléaire. Mais il réalise le tour de force de ne parler à aucun moment, sauf de façon subliminale en page 127, de la limitation des ressources en uranium !

Et pourtant, **les réserves d'uranium ne correspondent qu'à 40 à 55 ans de consommation** (au rythme actuel).

Les partisans de l'énergie nucléaire mettent en avant que la production d'électricité nucléaire ne produit pas de gaz à effet de serre. Science et Vie écrit même : « toute la difficulté est d'anticiper l'acceptabilité par le corps social, sous toutes les latitudes, de certains phénomènes comme l'effet de serre, qui vont forcément influencer les décisions sociopolitiques. (...) Pour qu'une relance mondiale du nucléaire soit envisageable dans les années qui viennent, il faudrait donc que la perspective des catastrophes annoncées par le réchauffement global suscite une véritable panique »...

Mais si pour cette raison, on augmentait significativement la production (par exemple en la multipliant par 10), on réduirait d'autant la durée des réserves (entre 4 et 5,5 ans avec notre exemple)... !

Et l'extraction d'uranium n'est pas sans poser de problème. En 1971, d'importantes réserves d'uranium sont trouvées sur le site de Jabiluka, dans le Territoire Nord de l'Australie. Les aborigènes Mirrar s'opposent à l'exploitation d'une mine sur leurs terres. Plus de 30 ans plus tard, avec l'aide de très nombreuses organisations internationales, ils viennent d'obtenir du gouvernement l'abandon du projet (*Silence, mars 2004*). (Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04)

Alors, on peut chercher réduire les besoins en uranium. Un surgénérateur est un réacteur qui, par conversion de « matière fertile » produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Mais le premier « surgénérateur », Superphénix, mis en travaux en 1976, a du être arrêté, en 1998, après une dizaine d'années de fonctionnement chaotique...

En outre le nucléaire présente des risques considérables. Aucun réacteur ne résisterait au choc d'un avion de ligne qui s'écraserait contre lui, selon un rapport secret commandé après le 11 septembre 2001 par le gouvernement allemand.

Une autre menace biologique grave est constituée par les **déchets nucléaires** : on ne sait qu'en faire, car aucune des solutions envisagées n'est sans dangers importants.

Il n'empêche, les Etats-Unis de Georges W Bush semblent souhaiter la relance du nucléaire : las ! le ministère de l'énergie des Etats-Unis a publié une étude selon laquelle une relance du nucléaire ne peut se faire qu'avec d'énormes subventions, ce qui est contraire aux lois internationales en vigueur et provoquerait un risque de procès de la part de structures comme l'OMC... Et de même, plus question pour la France de subventionner en douce EDF pour qu'elle achète un réacteur à Areva. La France est déjà dans le collimateur de l'Europe qui demande à EDF de nombreux remboursements de subventions déguisées de la part de l'Etat français. (*Silence*)

Constituée de chercheurs en énergie et d'ingénieurs, la revue *Global chance* s'est imposée comme référence dans les questions énergétiques. Elle décortique le projet de réacteur nucléaire **EPR**, soutenu par la ministre Nicole Fontaine, et juge ce **projet « inutile et dangereux »**. Elle montre qu'une relance massive du nucléaire ne conduirait qu'à des économies de 6 à 11% des émissions de gaz carbonique « au prix de la multiplication de la masse des déchets à haute activité d'un facteur de 9 à 18 environ ». « Ce n'est pas toujours la transparence ni la rigueur qui dominent. C'est dommage pour le débat, c'est grave pour la démocratie. »

Développement durable

Il a suffi d'une grande marée fin février pour que les habitants de l'archipel de Tuvalu (11000 habitants) aient les pieds dans l'eau. Cet îlot du Pacifique d'une altitude moyenne de moins de 2 mètres est le premier menacé par la **montée du niveau des océans**, conséquence du réchauffement climatique. Ses habitants craignent sérieusement l'engloutissement définitif de leur terre sous la mer. Aujourd'hui, ce sont 43 micro-Etats comme Tuvalu qui se mobilisent et demandent des comptes aux pays du Nord. En outre, le réchauffement des eaux entraîne la mort des coraux.

Au courrier des lecteurs de *Silence* : un lecteur scandalisé par l'exposition **Climax** à la **Cité des Sciences de la Villette**, qui présente « des propositions surréalistes comme la mise en orbite de satellites parasols, la diffusion par avion de poussières dans la stratosphère pour intervenir directement sur le climat, le percement dans les villes de rues orientées dans le sens des vents dominants »... « Aucune restriction, aucune modération ne sont envisagées, car il est supposé que la science et la technique vont nous permettre d'adapter sans problème insurmontable notre monde technique au réchauffement attendu. » Les partenaires de l'exposition, souligne ce lecteur, sont Gaz de France, Total, Peugeot, le commissariat à l'énergie atomique... *On comprend mieux !*

Comme la biosphère peut naturellement recycler 3 milliards de tonnes de **carbone** par an, la moyenne soutenable est estimée à ½ tonne de carbone par habitant de la planète et par an : l'habitant du Burkina pourrait donc passer de ses 100kg annuels à 500kg de carbone, tandis que l'états-unien, qui en émet 5000 par an, devrait diviser par dix ses émissions (alternatives économiques, mars 2004). *Avec un aller et retour Paris-New-York en avion, n'a-t-on pas épuisé son « droit » à produire du carbone pour toute une année ?*

La consommation de **viande** augmente sans cesse dans les pays du Nord, à une vitesse bien supérieure à l'augmentation des productions végétales. C'est la culture intensive de soja destinée à 99% aux élevages européens et nord-américains qui, au Brésil, provoque le recul constant de la forêt amazonienne. (*Silence*)

« Il faudrait maintenant engager une réflexion sur la civilisation du tout-jetable, sur l'absurdité de mettre des fruits ou des légumes sous plastique » (Pierre-Emmanuel Neuhor, directeur du Centre national d'information indépendant sur les **déchets**. Les Français produisent plus d'un kilo d'ordures par jour. A Toulouse, l'association La Glanerie (05 61 21 96 95) vise à créer une recyclerie, pour valoriser au maximum les encombrants.

Monde

Les bons côtés de l'Organisation Mondiale du Commerce : une loi américaine sur les « foreign sales corporations » permet aux sociétés états-uniennes (Boeing,

Caterpillar, Microsoft, ...) qui vendent à l'étranger de bénéficier d'importantes subventions. L'OMC l'a jugée illégale. L'arbitre des différends commerciaux de Genève a ordonné aux Etats-Unis d'annuler le texte avant le ...1^{er} novembre 2000. Les Etats-Unis n'ont pas obtempéré. L'Union européenne appliquera donc une hausse des droits de douane sur 1600 produits états-uniens. Les surtaxes pourraient atteindre 315 millions de dollars cette année.

La dégradation des **conditions de travail** s'amplifie chez les sous-traitants des **pays en développement**. La plupart des ouvrières n'ont pas de contrat de travail, fournissent un nombre considérable d'heures supplémentaires (de 80 à 180 heures mensuelles à Guandong, en Chine) le plus souvent non payées, tout en n'ayant aucune couverture sociale (enquête de l'ONG Oxfam international, portant sur 1310 ouvrières interrogées dans douze pays).

Chine : maîtrise efficace de l'énergie. La Chine a connu depuis trente ans une évolution spectaculaire de ses émissions de gaz carbonique. Son niveau d'émission rapporté au PIB est passé, selon l'Agence Internationale de l'Energie, de 2 Kg de CO2 par dollar en 1974 à 0,7 en 2000. Les émissions de CO2 par habitant sont de 2T/ personne contre plus de 10 T pour les habitants des pays de l'OCDE. Mais les statistiques sont peut-être enjolivées. Et la production d'automobiles est passée de 700 000 en 2000 à 2 millions en 2003 et pourrait atteindre 2,8 millions en 2004. Le parc automobile de la Chine est inférieur à 14 millions en 2002, ce qui représente 12 autos pour 1000 habitants (à comparer au standard français ou allemand : 785 pour mille).

Etats-Unis : Les contrats accordés en **Irak** par l'administration Bush avaient déjà produit, au 3^{ème} trimestre de 2003, le quart des bénéfices du groupe **pétrolier** Halliburton, naguère dirigé par Dick Cheney, vice-président des Etats-Unis.

Afin de ne pas gêner Georges W Bush, dans sa campagne de réélection, Richard Perle, chef de file des va-t-en guerre contre l'Irak, a démissionné de son poste de conseiller auprès du Pentagone. Si GW est réélu, nul doute qu'il acceptera de reprendre du service, pour appliquer son programme pour « gagner la **guerre** contre le terrorisme », par une action audacieuse contre l'Iran, la Corée du Nord, l'Arabie saoudite...

Georges Bush distribue les premiers dollars de son plan mondial de **lutte contre le sida**. Alors que la majeure partie des crédits sont consacrés au financement des traitements anti-viraux, les **médicaments génériques sont exclus** du programme. Un autre aspect contesté est l'importance donnée, dans les programmes de prévention, à l'abstinence et à la fidélité, l'incitation à l'usage du préservatif étant présentée comme un pis-aller.

Haïti : la première initiative des Etatsuniens qui ont ramené au pouvoir Jean-Bertrand Aristide en juin 1994 a été de mettre la main sur toutes les archives du pays, afin qu'on ne puisse pas, en cas de procès, mesurer à quel point ils avaient soutenu les régimes dictatoriaux.

Québec : Une route verte traverse le Québec et offre déjà 3100 km de pistes cyclables. La mise en place de ces voies cyclables a coûté 57,3 millions d'euros, mais les taxes sur les activités touristiques qui y sont liées rapportent chaque année 18 millions d'euros : le **vélo**, c'est écolo, et en plus c'est **rentable** !

Turquie : On appelle ça « **crime d'honneur** » ! Güldünya, qui, à la suite d'une relation avec le mari de sa cousine, avait donné naissance à un petit garçon, a été achevée à Istanbul dans son lit d'hôpital par ses frères qui l'avaient déjà blessée par balles quelques heures auparavant.

Océanie : La situation économique de la quasi-totalité des micro-Etats du Pacifique se dégrade. Nauru, qui fut un temps le deuxième pays le plus riche par habitant en raison de ses énormes **richesses, aujourd'hui épuisées**, en phosphate, serait en faillite sans l'aide financière de ses alliés. L'économie de subsistance qui a permis à ces pays de survivre devient de plus en plus menacée par la dégradation de l'environnement.

Dans certains pays comme Tuvalu ou Kiribati, des discussions longues de plusieurs heures sous un arbre, où les villageois sont conviés avant toute prise de décision, sont un **exemple de système participatif**. La tradition à Fidji veut que chaque personne dans les campagnes passe une journée de sa semaine à aider au bon fonctionnement de son village en ramassant les papiers qui traînent sur la place centrale.

Inde : L'Inde, à qui l'on prédisait naguère la famine, exporte aujourd'hui ses céréales, ce qui marque un grand succès de la « révolution verte » lancée dans les années 1960. Mais les céréales ont été privilégiés au détriment des fruits, légumes et oléoprotéagineux, pour lesquels le pays est lourdement déficitaire. 60 % des gens n'ont pas une ration suffisante en protéines. Et depuis la politique d'ajustement structurel engagée dans les années 1990, le souci d'équité est moins grand, et le nombre de personnes sous-alimentées, après avoir diminué de 20 millions entre 1990 et 1997, a augmenté de 19 millions au cours des 4 années suivantes. Enfin, les nappes phréatiques se vident rapidement, épuisées par des pompes à eau qui consomment le tiers de l'électricité du pays.

Europe

Jean Matouk, professeur honoraire des universités : « le monde ne pourra pas supporter durablement des croissances chinoises et indiennes à 8% l'an, et, en même temps, la notre de retour à 3%. Dans cette hypothèse, l'irréversibilité du cauchemar écologique est pour 2030-2040. Quels que soient les progrès techniques dans la dépollution, ils ne suffiront pas à résoudre le problème. Le modèle alternatif supposerait pour nous, pays développés, un plafonnement à 1% du taux de croissance de notre PIB, tandis que ceux de l'Inde et de la Chine seraient volontairement plafonnés à 5%, et sous la condition que nos partenaires améliorent progressivement leurs salaires et conditions de travail. Pour pallier les conséquences sur l'emploi de cette mise en orbite lente des économies européennes, il faudrait un « **nouveau modèle social européen** » : réduction de la durée annuelle de travail, réduction du pouvoir d'achat des plus aisés, augmentation de la fiscalité directe pour financer la recherche et l'assistance.

L'Europe peut en effet montrer le chemin, et il faudrait **saisir l'élargissement comme une opportunité** pour une planification dans le sens du développement durable, pense Michel Mousel, président de 4D (Dossiers et débats pour le Développement Durable, séminaire du 24 février).

Les partis écologistes européens se sont réunis en congrès à Rome pour transformer leur fédération en un parti. La Lettonie s'est donnée un premier ministre écologiste.

Pour la première fois, le salon Batibow (Salon international de la construction, de la rénovation et de la décoration) de Bruxelles, qui a lieu du 27 février au 6 mars, s'est déroulé sous le thème du développement durable. La fondation pour la solidarité, à l'origine de cette initiative, ouvre par ailleurs un Observatoire européen du développement durable, lieu d'information, d'études et de conseil.

Le commissaire néerlandais Frits Bolkenstein entend créer un véritable **marché intérieur de services** et pour ce faire lever tous les obstacles encore existants. Selon un arrêt rendu par la Cour européenne de justice, connu sous le nom d'arrêt « Cassis de Dijon », dès lors qu'un bien est agréé dans un pays du marché commun, il l'est de facto dans les autres pays. Appliquée dans le domaine des services, cette jurisprudence obligerait chaque entreprise à connaître la législation des 24 autres pays membres, alors qu'il n'existe pas d'obligation de traduction. En outre, si une activité est considérée dans un pays comme un service public et que, à la suite d'un appel d'offres, la prestation est faite par une entreprise d'un pays où ce n'est pas le cas, c'est la législation du pays qui fournit le service qui est censée s'appliquer. « Cela conduirait à un véritable **dumping des services publics** » souligne J-C Boual, coordinateur du Comité européen de liaison sur les services d'intérêt général.

Italie : Violences du G8 à Gènes (juin 2001) : 29 policiers ont été mis en examen. Les charges retenues sont en relation avec la descente de police menée dans l'école Diaz, où étaient logés 93 manifestants, qui avaient été malmenés et écroués de façon illégale. Les « preuves » fournies pour justifier l'opération étaient fausses. *Berlusconi, par cette provocation policière, cherchait à discréditer les altermondialistes, en faisant croire qu'ils étaient à l'origine des violences.*

Allemagne : La plus grande centrale solaire au monde (5 MW) sera inaugurée en juillet à Leipzig (Allemagne). L'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire. L'opinion publique allemande est profondément opposée au nucléaire civil. L'expertise et l'expérience allemande en matière d'énergies renouvelables vont se développer, et l'**Allemagne va renforcer sa position déjà dominante sur ces parts de marché qui sont en pleine croissance.**

Un péage pour les poids lourds sur les autoroutes allemandes va être mis en place en 2005.

Danemark : Le Danemark s'est engagé dès 1980 de façon massive, avec détermination et efficacité, dans une politique d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables « écologiques » (dans un premier temps l'éolien, et plus récemment, la biomasse) tout en bannissant le recours au nucléaire. Le programme danois a été financé par un système complexe de taxation des produits pétroliers, du gaz, des émissions de CO2 et de SO2, ainsi que de la chaleur. Résultat : le Danois consomme 17% de moins d'énergie que le Français, malgré un climat moins favorable (courrier d'un lecteur du *Monde*)

Le Danemark enregistre le taux de pauvreté le plus faible au sein de l'Union européenne. Les taux d'activité des **femmes** sont particulièrement élevés. Les pouvoirs publics déploient de gros efforts pour permettre aux parents de concilier vie professionnelle et charges familiales en leur offrant des systèmes de garde variés (crèches, jardins d'enfants, assistantes maternelles employées par des municipalités, etc). Les prestations accordées aux ménages avec enfants sont beaucoup plus généreuses qu'en France, surtout en cas d'absence d'emploi.

France : **restaurateurs choyés, chercheurs révoltés, Perben censuré, désindustrialisation, ...**

Les 140 000 places en **crèches**, qui représentent les solutions les moins coûteuses pour les parents les plus modestes, sont **loin d'être assez nombreuses**. Les 300 000 assistantes maternelles ne sont pas, elles non plus, en nombre suffisant.

Logement étudiant : « il manque 50 000 chambres pour faire face aux besoins », selon le Centre national des œuvres universitaires et scolaires.

Au cours du seul mois de janvier, 230 300 **chômeurs**, qui étaient jusqu'alors indemnisés par les caisses de l'Assedic, ont perdu leurs allocations, et 36 300 en ont retrouvé une, généralement d'un montant plus faible, dans le cadre du régime de solidarité financé par l'Etat.

« Hôpitaux en grande difficulté, prisons surpeuplées, magistrats malmenés, logements inadaptés aux foyers modestes, familles et enfants rattrapés par le seuil de pauvreté, il fallait faire un choix. La compassion de nos autorités s'est manifestée pour désigner au bénéfice de la solidarité nationale... les **restaurateurs** et leurs clients » (remarquent deux professeurs d'économie à l'ESSEC). Pour un salaire de 1700 euros, l'allègement de charges serait de 400 euros. *Mais le gouvernement ne trouve pas les 20 millions d'euros que coûteraient les 550 postes demandés par les 65000 chercheurs en révolte.*

Les membres du conseil d'administration et du comité exécutif de France Télécom se sont vus attribuer une hausse de **55 %** de leurs rémunérations et avantages en 2003. En moyenne, les salariés de France Télécom ont bénéficié d'une augmentation de **2%**.

En 2003 l'**emploi** salarié recule pour la première fois depuis dix ans. 30 000 postes ont été supprimés, essentiellement dans l'industrie. « Dans une filière, lorsqu'on abandonne la production, on perd peu à peu toute la compétence y compris la conception. Et les pays à bas salaires –Inde et Chine- sont aujourd'hui capables d'intégrer toute la chaîne, y compris cette conception » (sénateur Christian Gaudin, Union centriste).

L'arrêt de La Houve, à Creutzwald, marque la **fin de la vie charbonnière en France** (*élève-ingénieur, j'y avais fait mon stage ouvrier de 7 semaines en 1966...*).

80 à 90 % des **cancers** sont causés par la dégradation de notre environnement (professeur Dominique Belpomme, chargé de mission pour la mise en œuvre du Plan cancer voulu par Jacques Chirac).

Le ministre de l'agriculture a interdit le Régent, **insecticide** soupçonné de tuer les **abeilles** et d'entraîner des **intoxications humaines**, tout en permettant d'écouler les stocks. Selon des documents découverts par les militants, dont José Bové, qui ont occupé le bureau du directeur général de l'alimentation, d'éventuelles poursuites pour avoir permis d'écouler les stocks coûteraient moins cher que l'interdiction des semis...

Les **myrtilles** sont plus riches en vitamine C que les oranges. L'argousier donne des fruits 30 fois plus riches en vitamine C que l'orange. Dans les Hautes-Alpes, un agriculteur s'est lancé avec succès dans cette culture.

Agrégation de sciences économiques. 5 des 7 membres du jury appartiennent à des cercles ultralibéraux. Et 4 sont membres de la très libérale « société du mont Pèlerin », qui a été un temps dirigée par Pascal Salin, actuel président du jury du concours. La section sciences économiques du Conseil national des universités a voté le 3 décembre une motion de défiance contre la composition du jury de l'agrégation 2004 d'économie.

Le Pen contre la retraite : « je dis ça à tous ceux qui ont envie d'être retraités : la retraite, c'est la mort, c'est un mot haïssable, dans le domaine militaire et civil ».

« L'Etat est le premier à ne pas respecter l'**obligation scolaire**. Il devrait y avoir continuation du service public, et aucune heure de cours ne devrait jamais manquer. Dans le secondaire, les élèves doivent souvent attendre plusieurs semaines avant de voir un professeur absent remplacé » (Georges Dupon-Lahite, président de la FCPE). Lorsque des parents ont porté plainte, l'Etat a été condamné à leur verser de 150 à 450 euros.

Le Conseil constitutionnel censure deux dispositions de la loi **Perben 2**. Il limite plus strictement à la grande criminalité l'utilisation des moyens d'enquête exceptionnels d'enquête, très critiqués. Il demande aussi la levée partielle du secret dans la nouvelle procédure de plaider-coupable.

Ile de France

Transports : Depuis que le bus parisien de petite ceinture circule à l'abri des voitures, sa clientèle a augmenté de 40%.

Paris centre a perdu 10% de ses emplois depuis 1990. Le nombre de « migrants quotidiens », ceux qui font le trajet banlieue-centre ville tous les jours, a baissé de 170 000. En 2002, on comptait 3% de voitures en moins dans Paris qu'en 2001.

« En centre ville, on consacre 25 % de son revenu pour se loger et 5% pour se déplacer. Mais ceux qui habitent dans la grande couronne, souvent les plus pauvres, vont découvrir qu'en plus des 25 % pour se loger, ils vont devoir payer **25 % supplémentaires pour se déplacer**. Et ça, personne ne le calcule jamais. » Chantal Duchêne, directrice du Gart, organisme technique au service des élus qui se préoccupent des transports en commun.

Logement : La Mairie de Paris propose un prêt sans intérêt (de 22000 euros pour une personne seule, 36000 pour les autres ménages) pour les classes moyennes qui veulent acheter un logement.

Les organismes HLM possèdent dans Paris un parc de 100 000 places de parking, dont près de 30% sont vacantes. La Ville a décidé de subventionner la réhabilitation et la mise en sécurité de ces sous-sols, afin de les commercialiser.

Montrouge : réunion organisée par ATTAC Montrouge, avec la participation d'autres associations, le **jeudi 8 avril** à 20 h 30 à Montrouge (lieu à préciser), sur le thème des « **rapports Nord/Sud** ».

Toujours du nouveau sur le site (pertinent et impertinent) de Montbouge (www.montbouge.net)

On peut aussi consulter le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-montrouge> (et y lire notamment les anciens numéros, des notes de lecture, ...)

Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à

jean-paul.alletru@wanadoo.fr. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.